

## Jacqueline Coutras : *Crise urbaine et espaces sexués*

Sophie Paquin

Volume 10, numéro 2, 1997

Territoires

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/057946ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/057946ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Revue Recherches féministes

ISSN

0838-4479 (imprimé)

1705-9240 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Paquin, S. (1997). Compte rendu de [Jacqueline Coutras : *Crise urbaine et espaces sexués*]. *Recherches féministes*, 10(2), 219–221.  
<https://doi.org/10.7202/057946ar>

---

# COMPTES RENDUS

---

**Jacqueline Coutras** : *Crise urbaine et espaces sexués*. Paris, Armand Colin, 1996, 156 p.

Jacqueline Coutras démontre dans son dernier livre, *Crise urbaine et espaces sexués*, que la crise urbaine qui secoue les villes françaises possède, en plus des facteurs économiques, une explication relevant des rapports sociaux sexués qui s'inscrivent dans l'organisation même des villes. Écrit avec une grande maîtrise de la langue, cet ouvrage, basé sur des enquêtes réalisées par la chercheuse, se divise en deux parties. La première traite de la proximité résidentielle comme lieu d'identification à partir duquel les femmes se représentent la ville et s'insèrent dans une agglomération urbaine où règne une certaine ségrégation sexuelle. Dans la seconde partie, l'auteure s'intéresse à la dimension de l'intersubjectivité dans le marquage des lieux publics de la ville.

De façon plus particulière, les cinq premiers chapitres examinent les différences entre les sexes dans l'agglomération urbaine, montrent comment l'espace de proximité représente le pivot autour duquel des divisions sexuelles qui assurent efficacité et cohérence à la ville considérée comme un système, de quelle façon les transformations des activités domestiques survenues au cours des dernières décennies ont modifié le rapport au quartier de résidence, mais aussi pourquoi ces changements rompent l'équilibre de la ville et contribuent à la crise des banlieues françaises.

Depuis les dernières décennies, la présence des femmes dans les lieux publics s'est considérablement accrue, ce qui rompt avec un consensus social longtemps partagé sur la dangerosité de l'espace public et sur la relative incapacité des femmes à s'y promener seules. La rue, en plus de ses fonctions de circulation et de socialisation, possède le pouvoir de susciter l'identification collective en se chargeant de valeurs et de symboles. Les manifestations dans les rues de certains groupes de citoyens insatisfaits de leur qualité de vie suburbaine leur permettent de réaliser cette identification. Coutras constate que les femmes sont presque absentes de ces manifestations. Cela l'amène à douter que, ne s'identifiant pas collectivement aux espaces publics situés en dehors de l'espace de proximité, les femmes puissent le faire à titre individuel. Compte tenu de leur faible appropriation collective par les femmes, l'ensemble des lieux urbains véhiculent encore un message sexué stéréotypé. Les femmes sont plus présentes dans l'espace public depuis les années 60, mais elles ne sont pas proportionnellement aussi visibles. De plus, ces espaces, situés pour la plupart hors du périmètre du quartier de résidence, constituent plutôt des lieux d'insécurité et d'anonymat où les femmes demeurent peu ouvertes à l'imprévu des rencontres et des situations. L'auteure soutient que les actions pour améliorer les services urbains et augmenter l'accessibilité fonctionnelle de la ville

pour les deux sexes ne compenseront pas la nécessité «que les messages idéologiques dispensés par les formes urbaines se modifient» (p. 21).

La division sexuelle du travail a été un des fondements de l'organisation urbaine moderne, permettant ainsi la ségrégation des usages du sol et l'identification des femmes à un espace de proximité planifié en fonction du travail domestique. Jacqueline Coutras, sans minimiser l'impact des ségrégations économiques sur la désagrégation physique, sociale et économique des banlieues, attribue aussi un rôle aux mutations survenues dans le travail domestique. Il en va de même pour la transformation des espaces de proximité où l'individualisation des modes de vie, la mobilité, les réseaux non territorialisés n'arrivent pas à tout expliquer, particulièrement la diminution du potentiel intégrateur de ces quartiers. Il ressort des enquêtes que les résidentes des banlieues françaises refusent d'être cantonnées à l'espace de proximité, qui leur semble stérile et associé au travail domestique. Elles utilisent de moins en moins le pouvoir socialisant du quartier à l'occasion de leurs activités, préférant se rendre par exemple dans les grandes surfaces et faire des achats groupés dans des lieux spatialement spécialisés hors du quartier de résidence. Ces modifications dans la réalisation des tâches domestiques ont des conséquences économiques et sociales sur des lieux d'échanges multiples, dont les petits commerces qui tendent à disparaître.

Parallèlement, la spécialisation de l'espace exige une grande mobilité chez les habitants des agglomérations urbaines. La mobilité est un signe d'adaptation à la modernité et elle devient de plus en plus une condition essentielle à la participation économique et politique. D'ailleurs, la mobilité des femmes tend à être similaire à celle des hommes. La motorisation qui permet cette mobilité devient donc un désir chez de nombreuses Françaises, même si cette condition consacre les inégalités dans le partage des tâches domestiques. Grâce à la motorisation, l'aire géographique connue des femmes s'agrandit, mais leur représentation de la globalité urbaine reste différente de celle des hommes, les lieux urbains semblant toujours définis par les tâches domestiques qui y sont associées. Le quartier de résidence reste l'«espace de référence», même si les modifications des rapports sociaux et des activités sexuées ont transformé ses limites et son fonctionnement.

D'autre part, les femmes s'accommodent de certains nouveaux espaces périphériques provoqués par l'urbanisme moderniste. Coutras souligne que la banlieue nouvelle exprime pour les Français et les Françaises la concrétisation d'un projet de fonder une famille. La banlieue est l'espace-temps qui semble le mieux, par le cadre bâti, l'éloignement de la ville et la nécessité de posséder une voiture, représenter et protéger ce mode de vie. C'est donc grâce à cette adhésion à l'image particulière de la vie familiale que les Françaises acceptent les contraintes associées à la quotidienneté de la vie en banlieue nouvelle.

Dans les trois chapitres qui composent la seconde partie de son livre, Jacqueline Coutras traite de l'intersubjectivité et du marquage de certains lieux. Elle fait l'étude de la Maison des femmes, établissement dont le nom a changé à deux reprises, le dernier étant le Centre national d'information sur les droits des femmes et des familles. L'auteure montre la difficile inscription d'un lieu en plein centre de Paris ayant pour mission de veiller à l'abolition des inégalités entre les sexes.

Jacqueline Coutras trace un portrait de ce projet, des objectifs, des moyens et des ressources humaines et techniques utilisés pour que le Centre puisse offrir de l'information et des activités culturelles hors du contexte de la proximité résidentielle. Les succès et les difficultés rencontrés dans ce projet, qui s'est échelonné sur une période de dix ans, sont commentés. L'auteure affirme que le manque de temps et le manque d'argent ne sont pas les seuls responsables du relatif échec de ce projet. Le Centre n'a pas réussi à marquer symboliquement l'espace. Un parallèle est alors établi entre marquage social et marquage de l'espace urbain où le manque de reconnaissance sociale par la collectivité n'a pas permis au Centre d'atteindre ses objectifs de départ et de créer une maison des femmes dans la ville.

Par son argumentation et ses résultats d'enquête, Jacqueline Coutras démontre que l'espace est une construction où la dimension sexuée est importante. De plus, malgré certains phénomènes comme la mobilité et le travail productif à l'extérieur qui leur ouvrent la ville, l'utilisation des espaces selon un mode fonctionnel ne permet pas nécessairement aux femmes une identification collective et une appropriation des espaces publics.

*Sophie Paquin*  
Étudiante de troisième cycle en études urbaines  
UQAM-INRS-Urbanisation

**Clara H. Greed** : *Women and Planning. Creating Gendered Realities*. Londres, Routledge, 1994, 248 p.

Ce livre représente un cri de colère pour l'auteure, cri du cœur qu'elle souhaiterait aussi percutant que celui lancé par Jane Jacobs en 1961 (*Death and Life of Great American Cities*) afin de changer le cours de la planification urbaine construite sur et construisant des réalités biaisées selon les rapports sociaux de sexe (et de classe sociale ainsi que d'ethnicité).

Le propos de Clara Greed est triple. D'abord, elle situe l'avènement de la planification urbaine dans la continuité de l'édification de la société occidentale patriarcale. Les croyances héritées et transmises par les récits historiques se traduisent dans les principes de la planification tels qu'ils ont été enseignés et mis en exergue par la profession au cours de ce siècle. Ensuite, le rôle des femmes précurseures et des contemporaines est tiré de l'oubli où une mémoire bien sélective les avait reléguées. Enfin, l'auteure reprend les revendications des féministes urbaines en relation avec les résultats des politiques de l'État et des instances de planification britanniques.

Clara Greed met en cause sans détour le patriarcat qui a évacué, occulté et mis à l'écart la réalité des femmes, les repoussant du mauvais côté des dichotomies et en les maintenant dans des «zones» garantes de leur vertu ainsi que le révèle l'étymologie grecque et hébraïque du terme. Zonage commode qui assigne les femmes à résidence, qui oblitère le rôle des femmes dans la «force de reproduction» et aussi de «production» de la société et qui conduit très facilement aux stéréotypes sexistes sur les «ménagères» paresseuses et